

Directeur :
Abdelhadi Khairat

Directeur Adjoint :
Aziz KHAMLICHE

liberation.ma

Libération

28 juillet.2008 - 1177 visiteurs

Accueil • Abonnement • Publicité • Contact

Débats

La décentralisation en Palestine

Imprimer

La décentralisation a des sens divers et sert des intérêts idéologiquement différents. En général, la décentralisation cherche à intégrer toutes les initiatives du développement pour les masses, les locaux, les pauvres, les tribus, et des groupuscules politiques et religieux.

La raison d'être des initiatives de décentralisation est de satisfaire les besoins locaux (la pauvreté, l'éducation, la santé et l'environnement) en utilisant les ressources locales, comme le travail communautaire et les capacités des gens. Pour réussir, les programmes de décentralisation promeuvent les capacités administratives du gouvernement local et des groupes privés - cela inclut les capacités de planifier le développement, de résoudre les conflits, et de faire de la gestion financière.

Grâce à cette initiative, une certaine autonomie est établie pour des centres nationaux politiques et économiques. Cela ne veut pas dire que les gouvernements nationaux n'ont plus de rôles importants à jouer. Les gouvernements nationaux maintiennent la responsabilité des politiques économiques et étrangères, de l'ordre judiciaire national, et d'autres secteurs essentiels. Cependant, un des buts principaux de la décentralisation est de créer plus de flexibilité au niveau régional, ce qui permet une plus grande flexibilité, vitesse, et efficacité en matière de développement.

Les communautés locales ont intérêt à maintenir des systèmes décentralisés car ces systèmes sont plus sensibles à leurs besoins (ces systèmes leur fournissent des moyens de redistribuer leurs ressources etc.). Les gouvernements centraux tirent avantage de la décentralisation en fixant les objectifs généraux des politiques publiques et en maintenant l'équilibre et la concurrence entre les régions afin de stimuler la performance des régions éloignées de la capitale. De tels systèmes renforcent la stabilité politique, l'unité nationale, et leur propre légitimité. La communauté locale et l'indépendance nationale sont donc renforcées par la décentralisation.

L'idée de la décentralisation n'est pas une idée récente. Beaucoup de pays ont commencé des efforts de décentralisation dans les années 60 et 70. Il y avait eu un retour au contrôle central durant les années 80, après les chocs pétroliers des années 70. Ces dernières années, la décentralisation et la participation locale ont été la norme dans les affaires liées au développement.

Les conditions socio-économiques difficiles des Palestiniens présentent des opportunités-clés pour ce type d'engagement. Environ 85% de la population à Gaza dépendent de l'aide humanitaire pour leur survie. Et aujourd'hui, le revenu par habitant n'est que la moitié de ce qu'il était dans les années 90. L'économie palestinienne dépend d'Israël. Environ 80% (certaines estimations vont jusqu'à 90%) des importations à destination de Cisjordanie et Gaza sont en provenance d'Israël, et plus de 90 % de toutes les exportations sont à destination d'Israël. La dépendance économique de la Palestine vis-à-vis d'Israël est un des cas les plus extrêmes au monde. A cause de cela, leurs relations n'en sont que plus amères et précaires. De plus, cette situation perpétue le sous-développement des Palestiniens. Les Palestiniens ont besoin d'opportunités immédiates, réalisées de manière à favoriser l'autonomie, restructurer l'économie, diminuer ses vulnérabilités aux influences externes, et augmenter la stabilité régionale.

En effet, on trouve la justification finale des programmes de développement décentralisés dans les projets partout dans le monde (emploi, production, propriété locale et taux de croissance) qui fournissent les prestations sociales (éducation, santé, cohésion sociale,

PRINCIPAUX TITRES

- Les habitants d'Anza manifestent leur grogne
- Les chiens errants s'attaquent aux habitants de Tafraout
- Entretien avec Younès Megri, directeur artistique du Festival du Raï d'Oujda
- Les FAR surclassent le MAS en finale de la Coupe du Trône
- Le cinéaste égyptien Youssef Chahine est mort
- Le 1er Forum social maghrébin prend fin à El Jadida
- La décentralisation en Palestine
- editorial



y compris entre générations, et dignité). Par la participation de la communauté, des projets sont plus rapidement effectués pour le soulagement immédiat grâce à des coûts réduits et dispersés et des risques partagés. L'efficacité de la livraison des marchandises et des services est également améliorée, et la base économique devient plus diversifiée, ce qui encourage l'indépendance des gens.

La réalité socio-économique difficile des Palestiniens a inconsciemment créé une situation favorable qui permet la large application de la décentralisation: les organismes non gouvernementaux sont devenus très forts et ont pris le rôle des fournisseurs de service en l'absence d'un gouvernement actif. Il y a des agences locales et multilatérales dans les territoires occupés, tels que le Comité agricole palestinien de soulagement et le PNUD qui créent respectivement des exemples positifs de projets contrôlés décentralisés.

Il y a une pléthore d'associations locales de développement (beaucoup sont islamiques) avec lesquelles elles peuvent potentiellement s'associer et transférer les qualifications nécessaires pour catalyser et organiser des réunions de planification de la communauté, et aider les Palestiniens locaux avec des projets déterminés ensemble. Des milliers d'hommes et de femmes palestiniens de tous les secteurs, en commençant par ceux qui se connectent déjà aux communautés locales, peuvent être formés à l'organisation des réunions nécessaires de la communauté où les locaux déterminent leurs besoins de développement. En moyenne, deux organisateurs par village ou dans un voisinage de plusieurs centaines de personnes sont suffisants. Le Near East Foundation's Center for Development Services situé au Caire offre un modèle performant d'établissement fournissant la formation et les matériaux de développement nécessaires pour soutenir des initiatives décentralisées de la communauté.

Un niveau de placement pour la formation et les projets à \$500 millions sur trois ans devraient permettre à la moitié des Palestiniens en Cisjordanie et Gaza d'avoir un impact énorme sur la situation socio-économique (une somme qui paraît possible à atteindre si l'on considère que la communauté internationale a récemment mis en gage plus de \$7 milliards pour venir en aide aux Palestiniens à la même période). Les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne, et les Nations unies, qui ont mis en place cette aide, doivent fortement encourager la conduite des Palestiniens et des Israéliens (qui négocient la livraison et l'utilisation de l'aide étrangère) à soutenir l'application de la décentralisation dans les territoires occupés. Une mobilisation collective de cette magnitude provoquerait la démocratie active et redonnerait à la politique locale une place dans la politique nationale ce qui améliorerait la réponse institutionnelle au public et diminuerait la corruption.

Heureusement, l'application à grande échelle de la décentralisation ne doit pas attendre un accord final de statut avec Israël. Naturellement, l'occupation des territoires palestiniens par Israël et les conditions internes difficiles compromettent grandement une pleine participation lors des réunions de la communauté. Cependant, les experts en matière de développements internationaux, Michael Edwards et David Hulme, travaillant sur la question de la décentralisation, affirment que même dans les conditions les plus autoritaires, « il y a les opportunités d'un changement progressif. » Si le processus de décentralisation s'accélère dans les secteurs palestiniens, cela pourrait aider le processus politique avec Israël, en partie en raison du climat moins tendu qu'il créerait.

Cette méthode de développement pourrait créer un terrain d'entente entre quelques pays occidentaux et le Hamas, puisque la majorité des activités du Hamas ont historiquement fourni des services de communauté. Tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre, les Etats-Unis et d'autres pays vont devoir traiter directement avec le Hamas, et travailler avec lui sur le développement de la décentralisation à Gaza ce qui pourrait affecter certaines des positions politiques actuelles du Hamas qui sont incompatibles avec une coexistence pacifique avec Israël. En effet, Jeroen Gunning à l'université du Pays de Galles a noté que le changement est possible dans des conceptions fondamentales de l'idéologie du Hamas. Les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne, et les Nations unies devraient fournir tous les efforts possibles pour

Autres chroniques :

- Les droits de propriété : une solution pour la crise alimentaire

voir si l'engagement avec le Hamas en termes de décentralisation mène à la paix.

*Albuquerque, New Mexico USA
soc101@unm.edu

Yossef Ben-Meir*



liberation 33, rue amir abdelkader. bp 2165. casablanca. maroc
Tél:022.61.94.04 / 022.62.32.32 / Fax: 022.62.09.72

copyright © 2000 libération. tous droits réservés.